

Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

Au **Mozambique**, l'équipe nationale du projet et SETSAN, la principale institution partenaire du projet, étaient fortement impliquées lors de la Réunion des ministres du travail et de l'action sociale de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) qui a eu lieu du 23 au 26 avril à Maputo. La déclaration finale, adoptée par les ministres, réaffirme l'engagement des pays de la CPLP à renforcer le droit à l'alimentation, reconnaissant son rôle fondamental dans l'éradication de la faim et de la pauvreté dans les pays de la CPLP. De plus, la déclaration souligne l'importance de mener une stratégie de protection sociale conjointement avec les autres secteurs complémentaires, tels que l'éducation, la santé et l'agriculture, qui aura pour effet de maximiser ses impacts positifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Auparavant, le projet a organisé une [formation sur le droit à l'alimentation](#) pour les membres de la Commission nationale sur les droits de l'homme, une institution indépendante récemment établie avec le rôle de conserver et promouvoir les droits de l'homme au pays. Les objectifs de la formation étaient d'inclure le droit à l'alimentation au sein de son mandat et de son plan de travail en plus de fournir les outils aux membres pour qu'ils puissent faire le suivi de la réalisation du droit à l'alimentation ainsi que de son inclusion dans les lois, les stratégies et les politiques nationales. La formation visait également à ouvrir la voie pour des perspectives de collaboration institutionnelle à long terme.

En marge des **Services au niveau global** du projet et suite à l'invitation du Bureau régional pour l'Afrique australe du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), le projet a rendu possible la participation de Mme Cecilia Luna Lopez, Consultante sénior, Droit à l'alimentation, et de Mme Marianna Bicchieri, Fonctionnaire de la FAO au Mozambique, au *Séminaire sur la mise en œuvre et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels : Discrimination dans le cadre du droit à l'alimentation en Afrique australe*. Ce séminaire était organisé par le Bureau régional du HCDH pour l'Afrique australe, en étroite coopération avec le gouvernement du Malawi et l'équipe nationale des Nations Unies au Malawi, les 3 et 4 avril 2013. Il avait pour objectif d'adresser les fossés dans la réalisation du droit à l'alimentation et de contribuer aux efforts des États membres à combler ces fossés en partageant les expériences et les bonnes pratiques ainsi qu'en améliorant les capacités de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme à contribuer à la réalisation du droit à l'alimentation. Les fonctionnaires de la FAO ont eu l'opportunité de partager leur expérience quant à l'inclusion du droit à une alimentation adéquate dans les politiques, les lois et les institutions nationales. Elles ont parlé plus précisément des leçons tirées du processus d'élaboration de la loi sur le droit à l'alimentation au Mozambique et des enjeux liés à la discrimination basée sur le genre dans l'accès à la terre.

Les **Services au niveau global** ont également été centraux dans la contribution effectuée pour la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, ayant eu lieu du 13 au 15 mai 2013 au siège de la FAO, grâce à l'élaboration d'un document d'orientation intitulé [Une approche axée sur le droit à l'alimentation pour renforcer la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire et à la nutrition](#). Au travers de descriptions, d'analyses, d'exemples et de recommandations pratiques, ce document d'orientation démontre la façon dont une approche axée sur le droit à l'alimentation peut s'avérer bénéfique pour le secteur des produits forestiers non ligneux. Il vise également à fournir les outils des droits de l'homme aux décideurs politiques afin de maximiser la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la réalisation du droit à l'alimentation pour tous.

\*\*\*

*Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.*

#### L'Équipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social

Division de l'Économie du Développement Agricole

Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy

Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: [righttofood@fao.org](mailto:righttofood@fao.org)

Site web: [www.fao.org/righttofood](http://www.fao.org/righttofood)

